



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

27 Avril 2021

Evolution de la situation sanitaire

Après une hausse (+1,6 %) la semaine passée, le nombre de nouveaux cas hebdomadaire diminue fortement en AEOI (+ 22 697 contre + 27 361 la semaine passé ; -17,5 %). Après 4

Pays \ Date	Nombre de cas			Nombre de décès		
	11/4	18/4	25/4	11/4	18/4	25/4
Burundi	3 154	3 612	3 853	6	6	6
Comores	3 831	3 815	3 829	146	146	146
Djibouti	9 722	10 412	10 746	93	114	132
Erythrée	3 447	3 491	3 605	10	10	10
Ethiopie	227 255	240 236	250 955	3 146	3 328	3 531
Kenya	145 184	151 287	156 318	2 330	2 463	2 603
Madagascar	27 548	31 617	35 262	573	538	593
Maurice	1 112	1 203	1 206	14	15	16
Rwanda	23 343	23 866	24 535	314	322	328
Seychelles	4 490	4 834	5 170	24	25	26
Somalie	12 271	12 837	13 459	570	656	689
Soudan du Sud	10 340	10 432	10 515	114	114	114
Soudan	31 833	33 022	33 673	2 063	2 208	2 300
Tanzanie	509	509	509	21	21	21
Ouganda	40 964	41 340	41 575	337	338	341
Total AEOI	545 003	572 513	595 210	9 761	10 304	10 856

semaines de hausse, le nombre de nouveaux cas recensés à Madagascar diminue (+ 3645 contre + 4 069 et + 2 286 les semaines précédentes). Pour la 4^{ème} semaine consécutive et après un pic historique la semaine du 28/03 (+ 9 167), le nombre de nouveau cas baisse au Kenya (+ 5 031 contre + 6 103 et + 7 107).

** Le nombre de cas reportés par l'OMS peut subir, compte tenu des délais de transmission, un léger décalage avec les données nationales, variable pour chaque pays. Aussi, la stabilité du nombre de cas en Tanzanie reflète l'arrêt de la comptabilisation par le gouvernement depuis fin avril.*

Signature d'un protocole d'accord pour l'amélioration de la R&D pour le vaccin Covid-19.

La Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI) et l'Union Africaine ont signé un protocole d'accord pour améliorer la recherche dans la fabrication locale de vaccins. Alors que seulement 2 % des essais vaccinaux se déroulent en Afrique, le partenariat renforcera la capacité du continent à répondre à la crise de la Covid-19. En parallèle, l'Union Européenne a annoncé un financement de 100 MEUR à l'Africa Center for Disease Control pour soutenir les campagnes de vaccinations. Ainsi, 65 MEUR seront alloués au soutien de campagnes de vaccination dans des lieux en situation d'urgence humanitaire ; 25 MEUR seront alloués au déploiement de la campagne de vaccination dans les pays africains ; 10 MEUR seront alloués à ces deux facilités selon les besoins.

Burundi

Pas de brèves cette semaine.

Comores

Hausse des recettes de 32 % au 1^{er} trimestre 2021 par rapport à la même période de 2020.

La tendance à la hausse des recettes observée depuis 2017 a fléchi en 2020 du fait de la pandémie et de la baisse des exportations de girofle. Les bons résultats observés au 1^{er} trimestre 2021 sont en partie dus à un meilleur recensement des commerçants et une mobilisation des agents pour sensibiliser les contribuables à leurs obligations fiscales. Le directeur de L'administration générale des

douanes et impôts d'Anjouan d'Anjouan, se félicitant de cette hausse, pense pouvoir obtenir de meilleurs résultats avec une modernisation des équipements et la mise en place d'actions de formation pour le personnel de son administration.

Djibouti

Subvention de l'AFD de 12 MEUR pour le système d'assainissement du pays.

Ce financement de l'AFD, d'un montant de 12 MEUR, correspond à la 2^{ème} phase du Projet d'Extension et de Réhabilitation du Réseau d'Assainissement de Djibouti (PERRAD-2). En complément à PERRAD-1 cofinancé avec l'Union Européenne (UE) à hauteur de 20,2 MEUR, ce projet vise à étendre le périmètre de raccordement au réseau d'assainissement liquide

à deux nouveaux quartiers de Djibouti-Ville. Le développement d'un réseau d'infrastructures d'assainissement demeure une priorité pour Djibouti, le taux d'accès étant faible (16 à 25 % de la population). L'UE et l'AFD représentent les principaux acteurs sur ce secteur avec un total d'engagement de 140 MEUR depuis 10 ans dont 27 MEUR pour l'AFD.

❖ Erythrée

Progrès limités dans la santé maternelle et infantile.

Si l'Érythrée a enregistré des progrès en matière de santé maternelle (18 décès pour 1 000 naissances vivantes en 2018 contre 27 décès pour 1 000 en 1999) et de mortalité infantile (42 décès pour 1 000 naissances vivantes en 2018 contre 90 décès pour 1 000 en 1999), ces taux restent élevés, en raison notamment d'une faible fréquentation des sages-femmes (58 %). Par ailleurs, le taux de mortalité néonatale en Érythrée représente la moitié du taux de mortalité infantile et ses principales causes sont les infections, la prématurité, l'insuffisance pondérale à la naissance et une mauvaise santé maternelle.

❖ Ethiopie

Une reprise de croissance malgré la Covid-19 et l'invasion de criquets.

Selon le nouveau rapport *Perspectives économiques en Afrique 2021* de la Banque Africaine de Développement (BAfD) de mars 2021, les perspectives économiques de l'Éthiopie restent dépendantes de plusieurs facteurs dont la résolution de la crise de la Covid-19, les troubles civils et le changement climatique. Ainsi, après une croissance projetée à 2,0 % en 2021, la

croissance du PIB devrait rebondir à 8,0 % en 2022. La relance serait stimulée par (i) une reprise de l'industrie et des services, (ii) une politique monétaire flexible aux besoins du gouvernement et (iii) le recours accru aux opérations d'open-market qui devrait réduire l'inflation. Néanmoins, en raison des besoins importants en infrastructures physiques et sociales et du faible ratio recettes fiscales/ PIB (10 % en moyenne entre 2017 et 2020), les besoins de financement de l'Éthiopie demeurent considérables. En outre, en 2019, le FMI a estimé la valeur nette du ratio dette/exportations à 247,6 % et celui du service de la dette/exportations à 24,6 %, alors que les niveaux viables les plus élevés sont respectivement de 180 % et 15 %. De plus, les réserves de devises s'élevaient à 3,1 Mds USD en 2020, soit l'équivalent 2,5 mois d'importations. Le gouvernement éthiopien vise à limiter le poids du service de sa dette et à retrouver des marges de manœuvre budgétaires dans le cadre du *HomeGrown Economic Reforms* préalable au programme FMI de fin 2019, puis en souscrivant à l'ISSD ainsi qu'au *Common Framework*.

❖ Kenya

Accord de coopération sur les transports signé entre le Kenya et la RDC.

Le Kenya et la République Démocratique du Congo (RDC) ont signé un accord de coopération à l'occasion de la visite du président Tshisekedi à Nairobi, du 20 au 22 avril. Cet accord de coopération vise à créer un axe de transport continu de Mombasa à la RDC via l'Ouganda et vise à améliorer et faciliter les échanges entre les deux pays ainsi qu'à renforcer la qualité des infrastructures pour réduire les coûts et les temps de transit. Pays fortement dépendant de ses exportations de matières premières, la RDC cherche à atteindre Mombasa et ses infrastructures portuaires quand le Kenya espère tirer profit d'une augmentation des transits sur

son sol. Cet accord renforce la place du Kenya en tant que hub logistique de la sous-région Afrique de l'Est et souligne l'importance stratégique du port de Mombasa au niveau régional.

La couverture médiatique de la contestation citoyenne au programme FMI s'internationalise.

Alors que le 2 avril 2021 le Conseil d'Administration du FMI a approuvé un programme assorti d'un prêt de 2,3 Mds USD, un mouvement de contestation sur les réseaux sociaux et une pétition (plus de 300 000 signatures) émergent contre ce programme, arguant que le pays est déjà surendetté et que le risque de détournement est trop grand. La couverture médiatique de cette contestation était jusqu'alors concentré dans les médias locaux, cependant, celle-ci s'internationalise avec une reprise du sujet par les médias français (FranceInfo) et anglais (BBC).

Madagascar

Entrée en production commerciale de la mine de graphite de Vatomina.

Le groupe indien *Tirupati Graphite* a annoncé le 21 avril l'entrée en production de sa mine de Vatomina d'une capacité de production de 6000 tonnes de graphite en paillette par an. Elle précède la mise en service de son usine de traitement d'une capacité annuelle de 9000 tonnes prévue pour juin 2021. Le groupe exploitait déjà la mine de graphite de Sahamamy. Cette entrée en production devrait permettre au groupe de porter la production de graphite malgache à hauteur de 30 000 tonnes d'ici 2022 puis 84 000 tonnes d'ici 2024. Tirupati a également inauguré une route de 12 km afin de relier ses deux actifs malgaches (Vatomina et Sahamamy). Le groupe anticipe une pénurie dans l'offre mondiale de graphite pour les années à venir et compte sur ses investissements à Madagascar et en Inde pour combler ce déficit dans l'approvisionnement mondial de graphite.

Le conseil des ministres adopte un projet de facilitation du commerce pour les agriculteurs.

Du fait de la crise et des retards dus aux contrôles entre les régions, de nombreux agriculteurs et collecteurs subissent une perte de valeur des biens agricoles. Pour pallier ces retards et les pertes de revenus qu'ils provoquent chez les populations, le conseil des ministres a souligné le droit à la libre circulation des biens agricoles et entend mettre en œuvre un Projet d'Appui à la Commercialisation de Produits Agricoles (PACPA). Ce projet prévoit la création d'un centre de collecte afin de centraliser la production agricole et assurer leur acheminement vers les marchés urbains en accord avec les communes. Ce projet sera financé à hauteur de 0,83 M USD par le Fond International de Développement Agricole (FIDA).

Maurice

Le Parlement vote un budget supplémentaire de 420,8 M USD pour l'année fiscale 2020/2021.

Les fonds alloués seront pour l'essentiel, à hauteur de 306,0 MUSD, centralisés et gérés au niveau gouvernemental. Ils seront principalement dédiés à des projets de développement et à des aides salariales. Le gouvernement espère ainsi aider les secteurs, comme le tourisme, durablement touchés par la pandémie. Les investissements et mesures prises pourraient permettre de relancer la croissance économique dans un contexte post crise sanitaire. 571,2 MUSD avaient déjà été consacrés au soutien à l'économie, aux ménages et aux projets de développement dans le budget 2020-2021.

Ouganda

La société française Egis remporte un premier contrat en Ouganda.

La société française Egis vient de signer avec *Uganda National Road Authority* (UNRA) un contrat d'exploitation et de maintenance de la nouvelle section de voie rapide Kampala-Entebbe, ouverte à la circulation en juin 2018. Cette liaison express à 2x2 voies, de 26,2 km, comprend 3 gares de péage, pour un total de 17 voies par péage. L'entreprise française, dont c'est le premier contrat dans le pays, sera chargée de l'installation de l'éclairage public et de la fourniture des équipements de péage et de trafic. Elle sera également en charge de la perception du péage pour le compte de l'UNRA sur une durée de 5 ans, avec une extension possible de deux ans. L'exploitation démarrera en mai prochain et la collecte du péage deux mois plus tard.

Le gouvernement ougandais n'a dépensé que 83,2 % du budget prévu pour le mois de mars

Les dépenses publiques du gouvernement ougandais se sont élevées à 542 MUSD en mars 2021, soit 83,2 % du montant initialement prévu. Cette sous-consommation de 16,8 % s'explique par la diminution de moitié des dépenses de développement financées par les bailleurs extérieurs (113 MUSD vs une projection de 205 MUSD) en retard sur leur décaissement. Selon le Ministre des Finances, de la Planification et du Développement économique, ce décalage ne reflète pas nécessairement un retard dans l'avancement des projets. Le Ministre souligne également que les économies faites sur les dépenses publiques ont permis une diminution du déficit budgétaire et ont ainsi plus que compensé les déficits sur les recettes.

Rwanda

Soutien de la Banque mondiale pour la campagne de vaccination.

La Banque mondiale et le gouvernement rwandais ont signé le 22 avril un nouvel accord de financement de 30 MUSD. L'objectif est de soutenir le programme de réponse d'urgence à la Covid19, en permettant un accès abordable et équitable aux vaccins dans le pays. Le Rwanda prévoit la vaccination de 60 % de sa population d'ici 2022. Il s'agit à la fois de financer l'achat de vaccins, notamment dans le cadre de la facilité COVAX, mais également de renforcer les services de santé dans le pays. Le financement est composé d'un don de 15 MUSD et d'un prêt, remboursable en 38 ans, de 15 MUSD.

Seychelles

Turkish Airlines reprend ses vols à destination de l'archipel.

À la suite de l'annonce gouvernementale de la réouverture des frontières seychelloises, la compagnie aérienne turque a annoncé la reprise de ses activités de transport de passagers avec deux vols par semaine (les mardis et les vendredis) à destination des Seychelles. Cette reprise des liaisons aériennes devrait permettre de relancer le tourisme. Les autorités misent sur la saison estivale pour attirer les touristes. Pendant la pandémie et la suspension du transport de voyageurs, la compagnie s'était concentrée sur le transport de fret. En 2020, 490 tonnes de fret ont été transportées par la compagnie vers les Seychelles et 108 tonnes au départ de l'archipel. Depuis la réouverture des frontières, six transporteurs sont revenus sur le marché du transport aérien seychellois : Aeroflot, Arkia (Israël, en coopération avec Air

Seychelles), El Al, Emirates, Ethiopian Airlines, Qatar Airways.

❖ Somalie

Affrontements à Mogadiscio entre les forces gouvernementales et des soldats insurgés.

Alors que Le 12 avril 2021, le chambre basse du Parlement somalien a demandé à ce que soit organisée une élection au suffrage universel dans un délai de deux ans, prolongeant de fait son mandat et celui de l'exécutif, des heurts ont éclaté dans la capitale. La bataille a commencé après que les soldats mutins, qui ont déserté leurs bases dans la région de Middle Shabelle à l'appel de leurs commandants ralliés à l'opposition, ont afflué dans la capitale et pris le contrôle de villages clés au nord. Les combats se sont étendus à la plupart des quartiers de la capitale dimanche soir, accompagnés de manifestations contre le Président et l'extension de mandat. Des candidats de l'opposition ont signalé que leurs résidences avaient été attaquées par les troupes pro-gouvernementales, ce qui a été démenti par les autorités. Les affrontements ont repris mardi, menaçant directement le quartier de la Présidence.

❖ Soudan

Approbation de la loi contre la corruption.

Lors d'une réunion conjointe entre le Conseil de souveraineté et le Conseil des ministres, ont été approuvées, le 24 avril, un ensemble de lois dont celles portant sur la lutte contre la corruption et celle sur le développement de l'industrie. La première, très attendue, créé une nouvelle

commission indépendante de lutte contre la corruption, comme demandé dans le cadre du programme du FMI, et un tribunal ad hoc. Cette commission, dont les membres seraient nommés par le Premier Ministre, disposerait de larges pouvoirs d'investigation. Néanmoins, elle cohabiterait avec le Comité de démantèlement des intérêts de l'ancien régime. La prochaine tenue le 17 mai à Paris d'une conférence sur le Soudan, voulue par la France, n'est sans doute pas étrangère au fait que les autorités soudanaises ont accéléré depuis quelques semaines leur processus de modernisation et de toilettage de leur arsenal législatif.

❖ Soudan du Sud

Le gouvernement japonais octroie une aide de 6,5 MUSD au World Food Programme pour combattre la malnutrition au Soudan du Sud.

Selon le *World Food Programme* (WFP), le gouvernement japonais a fait don, le 19 avril dernier, de 6,5 MUSD pour combattre la malnutrition au Soudan du Sud. Cette aide est destinée à financer, à hauteur de 4,5 MUSD, l'assistance alimentaire directe des plus démunis, et 2,0 MUSD pour soutenir le programme de résilience du WFP. Ce programme inclut notamment la création de points d'eau et de routes permettant un accès à l'eau potable et aux marchés locaux pour les populations habitant des zones isolées. Matthew Hollingworth, directeur du WFP au Soudan du Sud, a fait part de sa gratitude envers le gouvernement japonais, et a souligné l'importance des dons alimentaires en cette période difficile de crise sanitaire.



Tanzanie

Don de 400 000 USD de l'USAID pour aider Zanzibar à lutter contre le Covid-19.

USAID a livré une cargaison d'équipements respiratoires d'une valeur de 400 000 USD aux autorités sanitaires de l'archipel, comprenant des oxymètres de pouls, des canules nasales, des masques et autres fournitures sanitaires. Selon l'USAID, ce don s'ajoute aux 16,4 MUSD mobilisés par l'institution en 2020 pour aider à la lutte contre le Covid-19 en Tanzanie.

Prêt de 1,5 Md USD de la Banque Mondiale au gouvernement tanzanien pour financer 5 projets de développement.

Cette annonce fait suite à une réunion s'étant tenue à Dodoma le 19 avril entre la présidente Samia Suluhu Hassan et la directrice de la Banque Mondiale pour la Tanzanie, Mara Warwick. Les projets bénéficiaires du prêt ne sont pas encore connus mais ils concerneront le développement d'infrastructures, le secteur de l'éducation et du numérique. A Zanzibar, les financements seront dirigés vers le développement de l'énergie solaire et l'amélioration des systèmes d'approvisionnement en eau potable.



CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON [anne-](#)

brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Philippe GALLI

Philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

Rwanda

Ambassade de France au Rwanda :

<https://rw.ambafrance.org/>

Contact : Lina BEN HAMIDA

lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi
(jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr).

Rédacteurs : SER de Nairobi et SE de l'AEOI.

Pour s'abonner :

Crédits photo :

sary.zoghely@dgtresor.gouv.fr

©DGTresor